

Derrière les femmes, l'Iran s'est embrasé

Le 16 septembre dernier, une jeune femme de 22 ans, Mahsa Amini, mourait sous les coups de la police des mœurs en Iran. Son crime était d'avoir porté son voile « de manière inappropriée ». Des Iraniennes – dont les images ont fait le tour de la planète – sont aussitôt descendues dans la rue pour enlever et brûler leur voile, symbole de leur oppression et dont le port a été imposé depuis 1983 par un régime islamiste réactionnaire et misogyne. « Femme, vie, liberté », leur slogan et leur combat font écho à d'autres luttes de femmes pour leur émancipation, en particulier pour le droit à l'avortement. D'où les manifestations de soutien dans le monde. Et la lutte des femmes en Iran a sonné le début d'une mobilisation du pays tout entier contre le régime des ayatollahs et des mollahs.

Dès le lendemain de la mort de Mahsa Amini, tous les commerces ont été fermés au Kurdistan, sa région natale. La mobilisation a pris instantanément un tour politique : les manifestants ont exigé la chute de la république islamique : « Mort à la dictature ! » En quelques jours, les rues de 100 villes du pays ont été envahies, et tous les symboles de l'oppression et du régime ont été ciblés : portraits du guide suprême Khamenei, panneaux de propagande, banques, commissariats, préfectures, beaucoup sont partis en fumée. C'est que ce meurtre est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase des oppressions sexistes mais plus largement de la paupérisation et de l'exploitation de classe.

Le pays traverse une période d'inflation bien plus

violente qu'en Occident en raison des sanctions économiques que les États-Unis et l'Europe imposent au pays. Ce qui n'empêche que les réactionnaires religieux au pouvoir gouvernent au profit d'une bourgeoisie avide de profits et ennemie farouche des classes populaires. Les salaires des ouvriers comme des ingénieurs ne sont pas toujours payés. L'inflation atteint les 60 %.

Après plusieurs jours de révolte, la détermination contre le régime et sa police est toujours là, surtout dans la jeunesse. L'État voudrait faire taire la contestation par tous les moyens : coupures d'Internet, simulacres de manifestations pro-régime mais surtout accentuation de la répression. La police tire sur les manifestants et on compterait plus de cinquante morts.

Mais la mobilisation continue et prend un tour politique : « À bas l'opresseur, qu'il soit mollah ou shah », entend-on partout (le shah étant le tyran, ami des Occidentaux, qui a été déboulonné en 1979, et remplacé par le régime des ayatollahs). Des démocrates bourgeois attendent leur tour, la situation politique est ouverte et elle est explosive. Le pays a une tradition de grèves et compte des militants déterminés malgré la dure répression. Il est question de grève générale.

Une situation scrutée de près par les dirigeants impérialistes de la planète, car elle présente bien des points communs avec d'autres pays frappés par l'inflation, qui pourraient eux aussi s'enflammer. Une crainte pour eux et un espoir pour nous.

Salaires, chômage, retraites : ne nous laissons pas faire !

Les grandes entreprises battent des records de profits, y compris là où l'activité recule. C'est la principale source de la hausse des prix : bénéfices et dividendes reversés aux actionnaires sont dopés par les spéculations et pénuries provoquées par la désorganisation de l'économie mondiale. Cette inflation est une politique des classes dirigeantes. Macron, au service des patrons, est en guerre contre nos salaires. Il nous parle de primes défiscalisées, mais nous avons besoin d'augmentation d'au moins 400 euros pour tous, et pas de salaires inférieurs à

1800 ou 2000 euros mensuels, indexés sur les prix. Macron relance par ailleurs son projet de recul de l'âge de départ en retraite à 64 ou 65 ans, sous prétexte de caisses vides alors qu'elles seraient remplies si les salaires étaient augmentés et le chômage résorbé.

CGT, FSU et Solidaires nous appellent à la grève jeudi prochain, 29 septembre.

**Tous à la manifestation jeudi à 10 heures 30
place Battant**

Le droit à l'avortement toujours menacé

Après la décision en juin dernier de la Cour suprême américaine de ne plus faire de l'avortement un droit constitutionnel, de nombreux États américains l'ont rendu illégal ou multiplié les entraves à sa pratique. Ainsi l'Arizona vient d'annuler les lois existantes, revenant à une législation de 1864... L'exemple américain illustre une situation internationale où réactionnaires et religieux de tout poil continuent de vouloir diriger la vie des femmes.

Soyons donc nombreux à descendre dans la rue mercredi 28 septembre, journée internationale du droit à l'avortement, pour dire que le droit des femmes à disposer librement de leur corps n'est pas négociable !

**Rendez-vous à 17 heures 30
esplanade des Droits de l'homme**

Pour une vraie politique de santé

Il manque toujours de nombreux agents pour pouvoir faire fonctionner l'hôpital correctement. La direction a donc fermé quinze lits sur l'établissement alors que les unités peinent déjà à recevoir tous les patients qui nécessitent des soins. Des salaires décents, des conditions de travail correctes et plus de formation, c'est de ça dont l'hôpital a besoin, pas de nouvelles fermetures ou d'austérité.

Parlons-en !

La direction propose une formation sur la bientraitance dans l'établissement. Au moment où elle gèle des lits faute de personnel, où les patients ne peuvent plus être accompagnés... sans compter la dégradation des conditions de travail et la maltraitance qu'elle engendre pour le personnel.

Quand on a à ce point besoin d'en parler c'est bien qu'il y a un problème.

La bientraitance ?

Ça y est, s'est décidé. Désormais le CMP du A devra faire avec un infirmier en moins. Alors que les effectifs sont déjà insuffisants. Les listes d'attente s'allongent et une partie de la population ne peut plus bénéficier de soins, la bientraitance, parlons-en.

Travailler plus...

Pour pallier le manque de personnel, la direction et l'ARS n'ont pas trouvé mieux que de nous faire travailler davantage. Peut-être que si l'on ne dégradait pas éternellement les conditions de travail, le CHN serait plus attractif, mais pour cela, il faudrait des moyens supplémentaires.

Chiche !

La direction n'oublie jamais de rappeler, lorsqu'elle demande à des agents de faire des heures supplémentaires, que cela doit se faire dans le respect de la réglementation du travail. Ils n'ont visiblement jamais mis les pieds dans un pavillon, car les bascules, les jours de repos isolés qui devraient faire 36 heures... rien n'est dans les clous.

L'État est le premier, parmi les employeurs, à ne pas appliquer les lois.

Ras-le-bol

Il manque beaucoup de personnel dans l'hôpital et notamment des infirmiers de nuit. Du coup, les équipes doivent pallier ce manque et cela dégrade considérablement les conditions de travail. En conséquence, beaucoup d'agents quittent les pavillons concernés pour trouver des postes où ils peuvent avoir des conditions de travail moins défavorables, et certains pavillons dont notamment les admissions, en souffrent.

Les Tilleroyes : rien ne va plus

Aux Tilleroyes, la situation ne s'améliore pas. Depuis avril, trente lits sont fermés à cause du manque de médecins. La situation s'est encore aggravée cet été. Les équipes ont dû supporter des départs d'agents de nuit et d'un médecin. L'hécatombe continue.

Le capitalisme nuit gravement à notre santé

Un récent rapport administratif met en lumière les inégalités existantes entre les milieux ouvriers et ceux plus aisés concernant l'accès aux soins. Il pointe du doigt que les personnes les plus pauvres sont bien plus exposées au risque de développement de cancers, au surpoids, aux maladies chroniques, aux troubles psychiatriques. Le travail dans cette société, c'est pas la santé. Et au manque d'argent pour se soigner s'ajoute le manque de médecins : les « déserts médicaux » ne se trouvent pas à Versailles ou dans le 16^e arrondissement de Paris !

Total et Qatar : il y a de l'argent dans le gaz

Des ouvriers morts par milliers pour construire des stades de foot ? Des femmes aux droits quasi inexistantes ? La multinationale de l'énergie ne s'embarrasse pas de telles considérations : elle vient de signer un nouvel accord de plusieurs milliers de dollars avec l'émirat pour l'exploitation d'un immense champ gazier. Birmanie, Russie, Qatar : Total et les régimes autoritaires, une histoire d'amour qui dure.